



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique de l'éducation

Question au Gouvernement n° 796

Texte de la question

## ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

M. le président. La parole est à M. Pierre Gosnat, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Pierre Gosnat. Monsieur le ministre de l'éducation nationale, vous avez été interrogé hier par l'un de nos collègues et, une nouvelle fois, vous n'avez pas répondu à la question. Comme d'habitude, vous vous êtes fâché tout rouge, au point qu'il commence à se dire, dans les cours d'école, que vous êtes le Père fouettard de l'éducation ! (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Quand nous évoquons le profond malaise et le mécontentement qui traversent le monde de l'école, vous nous renvoyez sans cesse à " ces familles, à ces parents, à ces élèves " qui, si j'ai bien compris, encourageraient votre politique, que vous appelez abusivement " la réforme ". Parlons-en !

Tout d'abord, il est évident que cette attitude vise délibérément à diviser notre peuple sur cette question essentielle de l'école, alors qu'il serait de votre responsabilité que l'école soit la base d'acquisition des connaissances et de la culture pour tous, un facteur déterminant de réduction des inégalités sociales. C'est précisément ce que vous ne voulez pas qu'elle soit, pas plus que votre gouvernement, parce que vous êtes du côté des privilégiés. (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et NC.*) Les privilèges, ce n'est pas uniquement la fortune, mais aussi le savoir.

Non, monsieur Darcos, vous ne voulez pas de réforme. Tout, dans votre politique, va dans le sens du conservatisme, d'un retour en arrière, où il n'est plus question que l'éducation soit une priorité de la nation - cela se vérifie dans votre budget 2009. C'est une politique supprimant des milliers de postes d'enseignants et de personnels administratifs, techniques et de santé, où l'élève n'est plus au coeur de l'éducation : quand il vient à perdre pied, il n'a plus comme avant un réseau éducatif à ses côtés pour l'aider à refaire surface.

Pour une fois, monsieur le ministre, écoutez ce qui vient de la rue et d'ailleurs, car le mouvement s'amplifie. Ce n'est pas simplement un mouvement de protestation ; il porte en lui des revendications, des idées, la réforme vraie !

Vous ne pouvez pas vous contenter d'illusoire concertations comme celle de la réforme du lycée, qui n'a été qu'un rendez-vous manqué. Vous ne pouvez pas non plus continuer à user de la menace et du bâton pour mettre en cause le droit de grève.

Ma question est simple. À vingt-quatre heures d'un mouvement de très grande ampleur dans l'enseignement, seriez-vous d'accord pour dire aujourd'hui et maintenant : " J'entends ce qui se dit dans cette assemblée et dans le pays, j'ouvre le débat et la négociation " ?

Merci, monsieur le ministre de l'éducation et des couches-culottes ! (*Vives protestations sur les bancs des groupes UMP et NC. - Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Xavier Darcos, ministre de l'éducation nationale.

M. Xavier Darcos, *ministre de l'éducation nationale*. Monsieur le député, la chute de votre question est à l'image de votre imprécation. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Plutôt que de toujours répéter les mêmes formules, pourrait-on regarder les défis auxquels est aujourd'hui confrontée l'éducation nationale ? Ces défis sont clairs.

Ce sont 15 à 20 % des élèves qui sortent de l'école primaire avec des lacunes, et ces élèves n'appartiennent pas aux couches sociales les plus favorisées.

Ce sont des collégiens qui ne bénéficiaient pas jusqu'à présent des moyens aujourd'hui offerts par l'accompagnement éducatif pour lutter contre les discriminants sociaux qui pèsent sur eux.

M. Maxime Gremetz. Et les RASED ?

M. Xavier Darcos, *ministre de l'éducation nationale*. C'est un lycéen sur deux qui, après le baccalauréat, n'aura aucun diplôme de l'enseignement supérieur au bout de trois ans.

Il ne suffit pas de demander des moratoires et des moyens supplémentaires, parce que s'il ne s'agissait que de cela, nous ne connaîtrions pas la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Oui, nous réformons : pour les élèves, pour les familles, pour les professeurs que vous essayez en vain d'opposer à ma politique.

Nous travaillons pour les élèves en apportant du soutien scolaire à tous ceux qui en ont besoin...

M. Maxime Gremetz. Les RASED, où sont-ils ?

M. Xavier Darcos, *ministre de l'éducation nationale*. ...à savoir deux heures pour les élèves de l'école primaire, l'accompagnement éducatif au collège, la réforme du lycée - laquelle, contrairement à ce que vous venez de dire, a été menée dans une parfaite concertation, puisque nous avons signé un accord avec toutes les organisations syndicales sur les principes qui la sous-tendent.

Nous travaillons pour les familles. C'est ce que nous ferons demain, parce que les travailleurs, que vous prétendez défendre, veulent travailler, et ils souhaitent que l'on s'occupe de leurs enfants.

Nous travaillons également pour les professeurs. Ne cherchez pas à m'opposer à eux : je l'ai été moi-même !

Nous consacrerons 410 millions d'euros en 2009 à l'amélioration de leur condition.

Je vous en prie, ne parlez pas de défis d'une manière formelle. Vous êtes du côté de la réaction, du refus, de la négation ; nous, du côté du progrès ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Pierre Gosnat](#)

**Circonscription :** Val-de-Marne (10<sup>e</sup> circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 796

**Rubrique :** Enseignement

**Ministère interrogé :** Éducation nationale

**Ministère attributaire :** Éducation nationale

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 20 novembre 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 20 novembre 2008